

Les fenêtres ne peuvent pas être à la fois ouvertes et fermées! : Avec 6,2 millions d'habitants, y aurait-il moins de bouchons sur les routes et la pression sur les loyers serait-elle moindre?

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2014)**

Heft 2024

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1012672>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les fenêtres ne peuvent pas être à la fois ouvertes et fermées!

Avec 6,2 millions d'habitants, y aurait-il moins de bouchons sur les routes et la pression sur les loyers serait-elle moindre?

Jean-Pierre Ghelfi - 03 février 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25171>

Les résultats du [second sondage de la RTS](#) concernant l'initiative de l'UDC sur l'immigration dite de masse sont atypiques: le camp du oui se renforce et celui du non faiblit. Habituellement on observe l'évolution inverse.

Les initiatives bénéficient le plus souvent d'un *a priori* favorable dans la population, qui faiblit au fur et à mesure que la campagne met en évidence les points faibles, discutables, critiquables. Par exemple, l'initiative de l'UDC «*pour les familles: déductions fiscales aussi pour les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants*» a commencé par être soutenue par deux tiers des personnes, mais finalement rejetée par 59% des votants le 24 novembre dernier.

Peut-on faire l'hypothèse qu'un argument fait d'autant plus mouche qu'il est largement repris et commenté par les médias: la Suisse ne peut pas indéfiniment accueillir quelque 80'000 travailleuses et travailleurs migrants supplémentaires chaque année, ce qui équivaldrait à aménager chaque lustre une ville de la grandeur de Zurich.

Il n'est pas évident, pour autant, que la solution à ce problème consiste à remplacer le principe de la libre circulation des personnes

négocié avec l'Union européenne par le retour au système du contingentement de la main-d'œuvre étrangère, que la Berne fédérale avait promis d'instituer pour contrer l'initiative du Parti républicain de James Schwarzenbach - initiative rejetée le [7 juin 1970](#) par 654'844 voix (54%) contre 557'517, et par 13 cantons et 4 demi-cantons contre 6 cantons et 2 demi-cantons (ces derniers étaient Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Fribourg, Soleure, Nidwald et Obwald); il sera intéressant d'observer le 9 février l'évolution en 44 ans de la carte des cantons acceptant et refusant deux initiatives analogues.

Longue période

Comment se présente le solde migratoire de la population résidente étrangère sur la longue période? Il atteint 1,1 million de personnes entre [1975 et 2012](#), soit 30'000 personnes en moyenne par année.

Ce solde est étroitement corrélé à la conjoncture économique: il est négatif durant la deuxième moitié des années 70; de l'ordre de 16'000 personnes par année au cours de la première moitié des années 80; et d'environ 11'000 personnes par année entre 1995 et 2000.

Depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes en 2002, le solde migratoire annuel moyen s'établit à 62'000 personnes. Chiffre nettement supérieur à la tendance de longue durée, qui résulte probablement du fait que non seulement la conjoncture est bonne en Suisse, mais qu'elle s'est surtout dégradée à la suite de la crise financière dans de nombreux pays européens.

L'analyse démographique ne doit cependant pas se limiter à cette seule observation. Il faut poursuivre le raisonnement jusqu'au bout et se demander comment aurait évolué la population résidente totale si nous n'avions eu, entre 1975 et 2012, ni soldes migratoires positifs ni naturalisations (880'000). La population indigène serait passée de 5,4 millions à 6,2 millions de personnes.

Enfants gâtés

Difficile évidemment d'imaginer ce que serait ce pays aujourd'hui avec presque deux millions d'habitants de moins. L'âge moyen de sa population serait nettement plus élevé et le financement de son système de sécurité sociale serait soit beaucoup plus coûteux, soit nettement moins développé. Y aurait-il moins de bouchons, eu égard au fait qu'il

n'y aurait pas eu la main-d'œuvre indispensable pour aménager une bonne partie du réseau des routes dont nous disposons? La pression sur les loyers serait-elle moindre compte tenu du fait que nous n'aurions pas pu engager le personnel nécessaire pour construire les immeubles existants? Et comment auraient évolué la situation économique, la recherche dans l'enseignement supérieur et les entreprises, la création de nouvelles entreprises indispensables pour renouveler le tissu économique du pays?

Le renforcement du camp des partisans de cette initiative est

l'expression du syndrome d'enfants gâtés qui veulent le beurre et l'argent du beurre: pouvoir disposer de cette main-d'œuvre étrangère qui contribue indiscutablement au dynamisme de l'économie sans en avoir ce qu'ils considèrent comme des inconvénients.

Enfants gâtés, d'autant plus qu'en réalité, aucun parti politique – et l'UDC le premier – n'a envisagé à aucun moment ces dernières décennies, et même ces dernières années, de freiner le dynamisme économique du pays. C'est même tout le contraire. La Confédération comme les cantons ont mis en place des

politiques de promotion de l'économie. La politique fiscale a été aménagée pour que les «riches contribuables» et les grandes entreprises viennent s'établir ici. Toutes les communes souhaitent disposer de leur «*Silicon Valley*». L'aménagement du territoire n'a pas été pensé et organisé pour éviter sinon limiter un accroissement constant du trafic des pendulaires.

Autant de contradictions que DP avait déjà analysées en décembre dernier ([DP 2017](#)). On ne peut pas tout faire pour tenir les fenêtres ouvertes et, simultanément, vouloir les fermer!

Le chemin pavé d'obstacles du tournant énergétique

Après l'abandon du nucléaire, le consensus est plus difficile sur les modalités

Jean-Daniel Delley - 31 janvier 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25165>

La Suisse a réagi de manière inhabituellement rapide à la catastrophe de Fukushima. Après la décision de renoncer au nucléaire et l'élaboration d'une stratégie à l'horizon 2050 ([DP 1986](#)), c'est maintenant l'heure de la concrétisation. L'accord sur les principes fait place à des conflits d'intérêts bien substantiels.

Sur la faisabilité technique et économique de l'abandon du nucléaire, le consensus est large. Par exemple les [analyses](#) du professeur Gunziger, un spécialiste incontesté,

montrent que la Suisse, grâce à ses barrages hydroélectriques – construits ou planifiés – dispose d'une capacité de stockage suffisante pour atteindre l'autarcie électrique, sans apport de l'énergie nucléaire ni de centrales à gaz.

L'économiste saint-gallois Rolf Wüstenhagen arrive à la même [conclusion](#).

C'est sur les modalités et les coûts de la transition que les avis divergent. Faut-il décentraliser la production en dispersant les installations photovoltaïques ou au contraire favoriser de grandes centrales?

Promouvoir activement les énergies renouvelables ou miser sur une transition avec des centrales à gaz? L'effort doit-il porter en priorité sur les économies ou sur le développement des énergies renouvelables?

La réponse à ces questions peut bousculer fortement des intérêts en place. Les électriciens privilégient bien sûr les grandes centrales et le développement d'une production contrôlée par eux, avec l'appui d'Economiesuisse qui ne cache pas son opposition à la stratégie du Conseil